

*Pipe-line de la vallée du Mackenzie*

Le rapport Berger est un document de tout premier ordre qui impressionnera tous ses lecteurs. Nous ne devons toutefois pas oublier que la situation changera, non seulement pour les Indiens et autres autochtones, mais aussi pour tous les Canadiens si nous n'arrivons pas à résoudre la pénurie énergétique, si nous ne pouvons pas constituer les réserves d'énergie nécessaires pour pouvoir continuer à chauffer et éclairer nos maisons et nos usines comme nous l'avons toujours fait. Sinon, la vie pourrait changer pour tout le monde. Les Canadiens ne prennent pas suffisamment au sérieux le problème de l'approvisionnement en énergie. Ce désintéressement provient notamment du fait que le gouvernement n'a établi aucun programme en matière d'énergie. Un petit rire timide est la seule réponse aux questions. Le gouvernement ne répond jamais aux questions sur sa politique énergétique. On n'essaie pas de se dérober à une demande de renseignements par un sourire, ce qui arrive d'ailleurs trop souvent à la Chambre.

Le gouvernement actuel n'a pas de politique énergétique. Il a des stratégies, des techniques, des documents, des rapports bien classés, mais pas de politique. Qu'a-t-il fait de vraiment efficace dans le domaine de l'économie de l'énergie? L'approvisionnement des besoins énergétiques du Canada ne saura être assuré à moins que nous n'apprenions vraiment à économiser notre énergie.

Aux États-Unis, on s'est fixé comme objectif une augmentation maximale de 2 p. 100 par année dans la consommation énergétique. Notre timide ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Gillespie) a pour but 3.5 p. 100 par année. On a annoncé en mai 1976 un objectif de moins de 3.5 p. 100. J'en ai marre d'entendre le gouvernement annoncer ses objectifs. Je veux qu'il nous annonce une politique et qu'il nous dise comment il va l'appliquer avec succès.

Voici un document publié par le ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources qui permet de comparer les mesures d'économie de l'énergie proposées par le président Carter aux mesures pusillanimes proposées par le ministre. D'un côté, on voit que la demande américaine d'énergie a augmenté de 2 p. 100; ce chiffre est très clair, et, de l'autre, en mai 1976, le ministre annonçait un objectif de moins de 3.5 p. 100. Quel bel exemple de l'obscurantisme de la bureaucratie canadienne. Il a déclaré qu'après plus ample analyse on pouvait espérer ne pas dépasser 2 p. 100. A-t-on déjà vu quelque chose de plus stupide?

Parce que les États-Unis se sont fixés un objectif de 2 p. 100, le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources vient affirmer maintenant que le Canada fera peut-être de même. Mais que compte faire le ministre pour atteindre cet objectif? Va-t-il le faire au moyen de programmes de conservation de l'énergie, en Nouvelle-Écosse et à l'Île-du-Prince-Édouard, en établissant ainsi une discrimination à l'encontre des huit autres provinces du Canada? Il tourne autour du pot en nous disant qu'il va peut-être en faire autant dans les huit autres provinces car il sait à présent qu'il va avoir des ennuis du fait de la majoration des prix du pétrole et du gaz. S'il y a des élections l'automne prochain, il prendra une décision avant l'automne. Si ce n'est pas cette année, ce sera juste avant l'année prochaine. Mais cela ne lui donnera rien de plus car les Canadiens vont se souvenir de la grande politique de conservation de l'énergie qu'il n'aura appliquée qu'en Nouvelle-Écosse et à l'Île-du-Prince-Édouard. Nous ne voulons pas de cela.

● (1420)

Nous voulons une véritable politique de conservation de l'énergie qui montre un peu plus de poigne. Nous voulons que le ministre se concerta avec les dirigeants des dix autres provinces du Canada. Si ceux-ci ne veulent pas se mettre de la partie, et ce sera le cas pour le plus grand nombre d'entre eux, nous voulons que le ministre les persuade de se mettre d'accord sur un programme de conservation d'urgence et sur une méthode permettant une utilisation plus efficace de l'énergie. La question ne se pose pas seulement du point de vue des approvisionnements. Nous n'arriverons jamais à subvenir à nos propres besoins parce que ce sera trop cher.

Le ministre d'en face n'a d'ailleurs pas plus de politique de l'énergie électrique à nous proposer. Celle-ci nous fait tout à fait défaut et pourtant nous avons des ressources dans tout le nord du Canada qui peuvent être exploitées et qui représentent certainement des milliers de mégawatts. Mais le ministre ne fait preuve d'aucune initiative dans ce domaine et laisse toutes ces ressources en friche. Il n'a pas de programme d'aide pour l'exploitation de ces richesses qui en grande partie se trouvent dans les provinces moins bien nanties, qui ne peuvent en assurer l'exploitation par leurs propres moyens. Mais le ministre reste inerte et n'a aucune politique de l'énergie électrique. Il est temps pourtant qu'il réveille ces eaux dormantes et passe à l'action.

Quand aux sables bitumineux, que fait le député à ce sujet? Comme pour le reste, tout cela reste en jachère. Un seul projet, le projet Syncrude. Mais que s'est-il passé depuis lors? Qu'a-t-il fait au sujet des sables bitumineux? Quels travaux de prospection a-t-on engagés? Le ministre reste les bras croisés.

Le gouvernement de l'Alberta a agi. L'an dernier, les travaux d'exploration et de développement ont proliféré comme des bourgeons. Je n'ai pas dit comme des bergers, mais bien comme des bourgeons. Que fait le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources pour stimuler l'exploitation des sables bitumineux? Il fait moins que rien. Le ministre devrait démissionner, à moins qu'il ne réalise des progrès dans ce domaine. Que fait-il en ce qui a trait à l'huile lourde? Moins que rien. Le ministre sans portefeuille pourrait-il l'orienter dans cette direction? Il essaie de s'opposer aux recommandations de M. Berger, mais usera-t-il de son influence? Essaiera-t-il de convaincre le gouvernement d'adopter une politique? Nous savons que la politique du gouvernement libéral sera grandement modifiée maintenant que le ministre sans portefeuille est là. Le lion est revenu.

Je ne suis pas de ceux qui se moquent des compagnies pétrolières et gazières et des risques qu'elles courent. A mon avis, on devrait dire un bon mot, de temps à autre, sur ce qu'elles cherchent à faire, sur les risques qu'elles prennent. Je songe ici aux compagnies comme Dome Petroleum. Je sais que la situation est très aléatoire et complexe dans la mer de Beaufort. Le Canada a de la chance de pouvoir compter sur des entrepreneurs, des compagnies qui sont prêts à risquer des millions de dollars, les chances étant contre eux, pour mettre au point la technologie nécessaire aux travaux d'exploration et à la mise en valeur de ressources éventuelles. Même si à mon avis ces compagnies, et tous les autres producteurs de pétrole et de gaz au Canada, méritent un bon mot, il faut les réglementer dans l'intérêt public. A mon avis, il faut les féliciter du seul fait qu'ils sont prêts à prendre des risques, à faire des